



DIVISION
NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/3926

22 juin 1964

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS-
FRANCAIS-
ESPAGNOL

ACCORDS ENTRE INSTITUTIONS ET ACCORDS ENTRE DES INSTITUTIONS SPECIALISEES
ET D'AUTRES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Projet d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la
science et la culture et la Communauté économique européenne

1. Le Secrétaire général a reçu du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture une lettre en date du 26 mai 1964 à laquelle était annexé le texte d'un projet d'accord entre la Communauté économique européenne et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

2. Cette lettre est ainsi conçue :

"Conformément aux dispositions de l'article XVIII (ancien article XIX) de l'Accord entre les Nations Unies et l'UNESCO, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte du projet de l'accord qu'il est envisagé de conclure sous forme d'un échange de lettres entre le Président de la Commission de la Communauté économique européenne et le Directeur général de l'UNESCO.

"Les négociations qui ont abouti à l'approbation de ce projet par le secrétariat de l'UNESCO et le secrétariat de la Commission de la CEE avaient été engagées conformément à la décision 15.1 prise par le Conseil exécutif de l'UNESCO à sa 63ème session.

"Le projet d'accord est maintenant soumis au Conseil exécutif pour approbation définitive à sa 67ème session."

".....".

3. On trouvera en annexe le texte du projet d'accord.

PROJET D'ACCORD AVEC LA COMMISSION DE LA COMMUNAUTE
ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE)

1. Le Conseil exécutif, au cours de sa soixante-troisième session, avait reçu communication d'une lettre du Pr W. Hallstein, président de la Commission de la Communauté économique européenne (CEE), par laquelle il exprimait au Directeur général par intérim le désir de régler, par un échange de lettres, les relations de travail entre la Commission de la CEE et l'UNESCO. Sur un rapport du secrétariat (63 EX/14) contenant notamment des renseignements sur la composition, les buts et les activités de la Commission de la CEE, le Conseil exécutif à sa soixante-troisième session a autorisé le Directeur général à négocier avec le Président de la Commission de la CEE un projet d'accord établissant des relations de travail entre la Commission de la CEE et l'UNESCO. Il a également invité le Directeur général à soumettre ce projet d'accord à son approbation lors d'une session ultérieure (63 EX/Décisions, 15.1).
2. En exécution de cette décision, le Directeur général a entrepris avec la Commission de la CEE des négociations qui ont abouti à l'établissement d'un projet d'accord sous forme d'échange de lettres, qui est reproduit en annexe. Conformément à la décision du Conseil exécutif, ce projet d'accord prévoit des échanges d'information et de documentation sur une base de réciprocité, des consultations sur les questions considérées comme d'intérêt commun, la participation d'observateurs aux réunions et conférences de caractère technique organisées par l'UNESCO ou la CEE lorsque des questions d'intérêt commun y seront examinées, et la possibilité de constituer des groupes de travail mixtes, au niveau des secrétariats, pour étudier selon les besoins certaines questions techniques d'intérêt commun.
3. Conformément aux dispositions de l'article XI de l'Acte constitutif, ce projet d'accord est soumis à l'approbation du Conseil exécutif. Si ce projet rencontre son agrément, le Conseil exécutif voudra sans doute adopter une résolution, qui pourrait être rédigée comme suit :

"Le Conseil exécutif,

Vu l'article XI de l'Acte constitutif de l'UNESCO,

Ayant examiné le texte du projet de lettres à échanger entre le Directeur général de l'UNESCO et le Président de la Commission de la Communauté économique européenne reproduit en annexe au document 67 EX/29,

Approuve le texte de ce projet de lettres,

Autorise le Directeur général à procéder à cet échange de lettres."

/...

ANNEXE I

Projet de lettre du Président de la Commission
de la Communauté économique européenne (CEE) au
Directeur général de l'UNESCO

Monsieur le Directeur général,

Je suis heureux de constater que les conversations qui ont eu lieu récemment entre nos représentants pour déterminer les modalités de la coopération à établir entre nos deux institutions ont abouti aux conclusions suivantes, que je vous propose de consacrer par un échange de lettres.

La Communauté économique européenne, qui s'est assigné pour but essentiel l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi des peuples qui la composent et qui a également pour objet d'assurer, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, le développement économique, social et culturel des pays et territoires qui lui sont associés, est appelée à entreprendre dans le domaine de l'éducation, de la science et de la culture certaines tâches qui sont en harmonie avec celles que l'UNESCO poursuit sur un plan universel.

En vue de coordonner les efforts des deux organisations dans la poursuite des buts qui leur sont communs, des relations de travail seront établies entre la Commission de la CEE et le secrétariat de l'UNESCO.

Sous réserve des mesures qui pourront être nécessaires pour sauvegarder le caractère confidentiel de certains documents ou informations, la Commission de la CEE et le secrétariat de l'UNESCO procéderont à un échange complet et rapide des documents et informations concernant les questions présentant un intérêt commun pour les deux organisations.

Le Directeur général de l'UNESCO et le Président de la Commission de la CEE ou leurs représentants dûment autorisés détermineront d'un commun accord à la requête de l'un d'eux les domaines d'activités respectifs considérés comme d'intérêt commun et donnant lieu à des échanges d'informations et de documents.

La Commission de la CEE et le secrétariat de l'UNESCO se consulteront chaque fois que nécessaire sur les questions considérées comme d'intérêt commun.

Sous réserve de l'observation des dispositions réglementaires existantes, le Directeur général de l'UNESCO adressera au Président de la Commission de la CEE des invitations à envoyer des observateurs de la Commission aux réunions et conférences de caractère technique organisées par l'UNESCO, lorsque des questions d'intérêt commun y seront examinées.

Dans les mêmes conditions, le Président de la Commission de la CEE adressera au Directeur général de l'UNESCO des invitations à se faire représenter par des observateurs aux réunions et conférences de caractère technique organisées par la CEE, lorsque des questions d'intérêt commun y seront examinées.

Des groupes de travail mixtes pourront être constitués pour étudier certaines questions techniques présentant un intérêt commun pour le secrétariat de l'UNESCO et pour la Commission de la CEE.

Les arrangements qui précèdent pourront être modifiés avec le consentement des deux parties intéressées. Ils pourront être dénoncés par l'une ou l'autre des deux parties moyennant préavis d'un an donné à l'autre partie.

Si vous êtes disposé à établir et à entretenir avec la Commission de la CEE des relations correspondant aux dispositions ci-dessus, je voudrais vous proposer que la présente lettre et la réponse que vous voudrez bien m'adresser soient considérées avec celle-ci comme constituant l'accord fixant les relations à établir entre la Commission de la CEE et le secrétariat de l'UNESCO, accord qui entrera en vigueur à partir de la date de votre réponse.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de ma haute considération.

W. Hallstein
Président de la Commission de la CEE

/...

ANNEXE II

Projet de réponse du Directeur général de l'UNESCO au Président
de la Commission de la Communauté économique européenne (CEE)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date
dont le texte suit :

"Je suis heureux de constater que les conversations qui ont eu lieu récemment entre nos représentants pour déterminer les modalités de la coopération à établir entre nos deux institutions ont abouti aux conclusions suivantes, que je vous propose de consacrer par un échange de lettres.

La Communauté économique européenne, qui s'est assigné pour but essentiel l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi des peuples qui la composent et qui a également pour objet d'assurer, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, le développement économique, social et culturel des pays et territoires qui lui sont associés, est appelée à entreprendre dans le domaine de l'éducation, de la science et de la culture certaines tâches qui sont en harmonie avec celles que l'UNESCO poursuit sur un plan universel.

En vue de coordonner les efforts des deux organisations dans la poursuite des buts qui leur sont communs, des relations de travail seront établies entre la Commission de la CEE et le secrétariat de l'UNESCO.

Sous réserve des mesures qui pourront être nécessaires pour sauvegarder le caractère confidentiel de certains documents ou informations, la Commission de la CEE et le secrétariat de l'UNESCO procéderont à un échange complet et rapide des documents et informations concernant les questions présentant un intérêt commun pour les deux organisations.

Le Directeur général de l'UNESCO et le Président de la Commission de la CEE ou leurs représentants dûment autorisés détermineront d'un commun accord à la requête de l'un d'eux les domaines d'activités respectifs considérés comme d'intérêt commun et donnant lieu à des échanges d'informations et de documents.

La Commission de la CEE et le secrétariat de l'UNESCO se consulteront chaque fois que nécessaire sur les questions considérées comme d'intérêt commun.

Sous réserve de l'observation des dispositions réglementaires existantes, le Directeur général de l'UNESCO adressera au Président de la Commission de la CEE des invitations à envoyer des observateurs de la Commission aux réunions et conférences de caractère technique organisées par l'UNESCO, lorsque des questions d'intérêt commun y seront examinées.

/...

Dans les mêmes conditions, le Président de la Commission de la CEE adressera au Directeur général de l'UNESCO des invitations à se faire représenter par des observateurs aux réunions et conférences de caractère technique organisées par la CEE, lorsque des questions d'intérêt commun y seront examinées.

Des groupes de travail mixtes pourront être constitués pour étudier certaines questions techniques présentant un intérêt commun pour le secrétariat de l'UNESCO et pour la Commission de la CEE.

Les arrangements qui précèdent pourront être modifiés avec le consentement des deux parties intéressées. Ils pourront être dénoncés par l'une ou l'autre des deux parties moyennant préavis d'un an donné à l'autre partie.

Si vous êtes disposé à établir et à entretenir avec la Commission de la CEE des relations correspondant aux dispositions ci-dessus, je voudrais vous proposer que la présente lettre et la réponse que vous voudrez bien m'adresser soient considérées avec celle-ci comme constituant l'accord fixant les relations à établir entre la Commission de la CEE et le secrétariat de l'UNESCO, accord qui entrera en vigueur à partir de la date de votre réponse."

Je suis heureux de vous informer que j'ai soumis le texte de cette communication au Conseil exécutif de l'UNESCO, qui m'a autorisé à accepter les propositions qui y sont contenues.

En conséquence, conformément à la suggestion faite dans le dernier paragraphe de votre lettre, cette dernière ainsi que la présente réponse seront considérées comme un accord fixant les relations entre la Commission de la CEE et le secrétariat de l'UNESCO, lequel accord entrera en vigueur à dater de ce jour.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

René MAHEU
Directeur général
